



COLLECTIVITES LOCALES ET HOPITAUX MAIN DANS LA MAIN POUR SAUVER NOTRE SYSTEME DE SANTE

Alors que le gouvernement s'apprête à présenter le projet de loi « *relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé* » en conseil des ministres le 13 février prochain, les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de santé s'unissent et prennent l'initiative d'une interpellation large du gouvernement sur la nécessaire prise en compte - dans la loi comme dans le cadre du Grand débat national - de huit enjeux qu'ils ont identifiés comme majeurs pour notre système de santé.

L'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), l'Assemblée des départements de France (ADF) et l'Association des régions de France (ARF), à l'initiative de la Fédération hospitalière de France (FHF), proposent à l'ensemble des collectivités et établissements publics de santé et médico-sociaux qu'un vœu* soit débattu et adopté dans leurs instances délibératives, puis transmis au gouvernement.

En effet, à travers la réforme « *Ma Santé 2022* » présentée en septembre 2018, le Président de la République s'engageait à la mise en œuvre d'une réorganisation du système de santé privilégiant une approche par les territoires qui permette de sortir d'un système jacobin, uniformisé et suradministré.

Unaniment saluée comme allant dans le bon sens, cette approche permet de répondre au défi de l'émergence d'un nouveau modèle d'offre de soins mieux organisé, adapté et coordonné associant, au plus près du terrain et dans leur diversité, l'ensemble des acteurs du système de santé.

Cependant, les premières pistes connues de la loi qui sera présentée le 13 février prochain ne répondent que partiellement à la réforme annoncée par le Président de la République.

Prenant acte d'une concertation insuffisante en amont, les associations des collectivités territoriales et de l'hospitalisation publique s'unissent pour faire entendre une parole forte et ambitieuse auprès du gouvernement.

Aussi, nous, représentants des collectivités locales et des hospitaliers, nous nous engageons dans une démarche de large sensibilisation sur les enjeux à laquelle cette réforme doit répondre pour faire face à la situation d'urgence que nous connaissons.

Nous demandons donc que des mesures ambitieuses soient prises pour affirmer une lutte volontariste contre les « déserts médicaux », une démarche en faveur d'une médecine de proximité pour la garantie d'accès à des soins de qualité pour tous et permettant de répondre aux enjeux d'attractivité médicale et paramédicale.

En effet, tous les jours nous mesurons les inquiétudes de nos concitoyens en matière de santé. Beaucoup d'entre eux renoncent à se faire soigner, soit pour des raisons économiques, soit pour

des difficultés d'accès à une offre de soins. C'est d'ailleurs un des messages envoyés par nombre de Français, ces dernières semaines, dans le cadre du Grand débat national témoignant d'un profond sentiment de relégation et d'inégalité.

La préservation d'un système de santé, porteur des valeurs et des missions de service public, est donc essentiel à un moment où la société française s'interroge.

C'est en ce sens que, soucieux de répondre aux problématiques de nos concitoyens, nous, représentants des collectivités locales et des hospitaliers, souhaitons aujourd'hui être les acteurs d'une réforme réussie et utile pour l'ensemble des usagers. C'est pour cette raison que nous proposons ce vœu *relatif aux principes et valeurs devant guider les évolutions de notre système de santé*.

Signatures F BAROIN – D BUSSEREAU – H MORIN – F VALLETOUX

*Le vœu est joint